

Un conseil de sécurité du gouvernement camerounais a été programmé vendredi à Yaoundé, avec l'espoir d'"un retour au calme" dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest secouées par des attaques de groupes sécessionnistes armés, et celle de l'Extrême-Nord, affectée par Boko Haram, selon le ministre en charge de la Défense qui supervise ces assises.

La réunion, tenue à huis clos en présence du ministre de l'Administration territoriale, Pal Atanga Nji, vise à rassurer la population camerounaise à l'approche de la fête nationale le 20 mai, quant aux mesures de sécurité prises pour permettre de marquer cet événement par l'organisation des diverses festivités qu'il engendre à chacune de ses éditions successives, dans un climat apaisé.

Ces mesures sont importantes dans la mesure où dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest surtout, les deux régions anglophones du Cameroun, "la situation sécuritaire reste une préoccupation pour les forces de défense et de sécurité", depuis que des mouvements sécessionnistes se sont manifestés en 2016, a rappelé Joseph Beti Assomo, le ministre délégué à la présidence chargé de la Défense.

Eclatés en plusieurs groupes armés, ces groupuscules tentent de créer dans cette partie du pays un "Etat imaginaire et illusoire", a-t-il indiqué dans son allocution d'ouverture du conseil de sécurité.

Avec les assassinats répétés de membres des forces de défense et de sécurité, c'est à une "véritable lutte armée" que se livrent ces groupes qualifiés de terroristes, avec la volonté de perturber l'activité économique et sociopolitique, a précisé le ministre.

Pour juguler cette menace, qui se caractérise aussi par des enlèvements de civils parmi lesquels de hauts responsables administratifs, ordre a été donné aux forces de défense et de sécurité d'opposer à la résistance déclarée une "réponse musclée" permettant de "préserver l'intégrité territoriale et d'arrêter ces terroristes, pour qu'ils répondent de leurs actes devant la justice".

La veille, l'ex-gouverneur de région avait rendu visite à une cinquantaine de soldats internés à l'hôpital de la garnison militaire de Yaoundé, suite à des blessures causées par des attaques attribuées ces groupes sécessionnistes à leur rencontre et des membres présumés de Boko Haram, la secte islamiste nigériane apparue dans la région de l'Extrême-Nord, depuis 2014.

Contre le groupe terroriste affilié à l'organisation Etat islamique, les forces de défense et de sécurité camerounaises mènent, depuis son apparition sur le territoire national, une importante offensive, en synergie avec la force multinationale mixte (FMM), une coalition qui associe le Niger, le Nigeria et le Tchad, sous l'égide la Commission du Bassin du lac Tchad (CBLT), qui regroupe les quatre pays.

De l'avis du ministre délégué à la présidence chargé de la Défense, "ces opérations ont permis de réduire considérablement les capacités opérationnelles de Boko Haram".

L'offensive se poursuit, avec l'objectif de "venir définitivement à bout de cet ennemi qui n'a pas dit encore dit son dernier mot", a indiqué M. Beti Assomo. Pour lui, toutefois, la situation sécuritaire sur l'ensemble du pays est "sous contrôle".

Dans un mois, le Cameroun va fêter son unité nationale lors de la 46e édition du 20 Mai. Cette célébration devrait être suivie par la tenue d'une série d'élections dont le scrutin présidentiel. Dans ses vœux à son peuple le 31 décembre, le président Paul Biya avait pris l'engagement de veiller à ce que la sécurité soit assurée lors de ces différentes consultations.

© Source : Xinhua
